

Pour un état des lieux de la classe ouvrière - En France et dans le monde

mercredi 26 octobre 2016, par [CREMIEUX Léon](#), [LE MOAL Patrick](#), [PELLETIER Robert](#) (Date de rédaction antérieure : 13 octobre 2016).

Difficile de faire tenir sur une seule photo une classe ouvrière qui regroupe plus de trois milliards d'individus. Une classe ouvrière à la fragmentation inédite, qui va de l'« ouvrierE-ingénieurE » en « salle blanche » d'une entreprise de composants électroniques en France à la salariée d'une entreprise du textile au Bangladesh dont le bâtiment est au bord de l'effondrement... Une classe dont les contours sont depuis longtemps l'objet de débats.

Sommaire

- [Emploi, salaires : quelle est](#)
- [Nouvelle organisation de \(...\)](#)
- [Mouvement ouvrier : le vieux](#)

« On appelle classes, de vastes groupes d'hommes qui se distinguent par la place qu'ils occupent dans un système historiquement défini de production sociale, par leur rapport (la plupart du temps fixé et consacré par les lois) vis-à-vis des moyens de production, par leur rôle dans l'organisation sociale du travail, donc, par les modes d'obtention et l'importance de la part de richesses sociales dont ils disposent. Les classes sont des groupes d'hommes dont l'un peut s'approprier le travail de l'autre, à cause de la place différente qu'il occupe dans une structure déterminée, l'économie sociale. » [1]

Devant la baisse de sa visibilité au travers de ses luttes, la notion même de classe ouvrière est mise en cause sans parler de l'impossibilité d'écrire ou de prononcer le mot prolétariat. Syndicalistes, sociologues, expliquent essentiellement la baisse de la conflictualité sociale par une fragmentation fondamentalement plus grande que celles que l'on pouvait trouver dans l'entre-deux-guerres et après. Dans les années 1930, le mouvement majoritaire allait vers la concentration, le regroupement, avec la généralisation du taylorisme et du fordisme, alors qu'aujourd'hui on est plutôt dans la parcellisation, l'émiettement, la déstructuration, tout en tenant compte de l'existence de véritable villes-usines en Asie ou Asie du Sud-est. Ceci provoque l'affaiblissement des collectifs, des organisations capables de combattre les reculs sociaux. Dans les pays capitalistes « avancés » l'heure est aux combats défensifs contre les licenciements, les fermetures de sites. Dans les pays « émergents », c'est la lutte pour des conditions de travail humaines, pour un droit du travail protecteur, des salaires permettant de vivre décemment.

« Les conditions économiques avaient déjà transformé la masse du pays en travailleurs. La domination du capital a créé à cette masse une situation commune, des intérêts communs. Ainsi cette masse est déjà une classe du point de vue du capital, mais pas encore pour elle-même. Dans la lutte, cette masse se réunit, elle se constitue en classe pour elle-même. » [2]

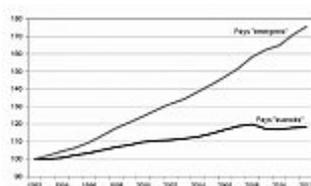
Suite à l'effondrement des deux grands courants historiques du mouvement ouvrier, la nécessité, l'urgence de renversement du système capitaliste, le chemin menant des luttes sociales

« élémentaires » à la lutte « finale » est à reconstruire. Face à cette situation, ce dossier est un premier élément d'un état des lieux.

Emploi, salaires : quelle est la tendance ?

La population mondiale a progressé de 6,4 milliards de 2005 à 7,4 milliards en 2016, la population active passant de 3 à 3,4 milliards...

Le fait le plus important est que la population rurale est devenue minoritaire à la fin des années 2000. 65 % de la population mondiale sera urbaine en 2025, avec déjà 23 mégapoles de plus de 10 millions d'habitants. À la régression de l'agriculture s'ajoute une importante industrialisation dans des pays appelés « émergents ».



L'emploi augmente... mais pas partout !

Les emplois dans l'industrie et les services augmentent : ils représentaient respectivement 22 % et 42,5 % en 2005, 24,5 % et 45 % en 2013. L'OIT analyse que, entre 2014 et 2019, deux régions verront une importante croissance d'emplois : l'Afrique subsaharienne et le sous-continent indien, avec de 11 à 12 millions d'emplois créés par an dans chacune des deux régions. L'Amérique latine et les Caraïbes verront, eux, une croissance de 5 millions d'emplois par an. Le Maghreb et le Moyen-Orient voient chacun une progression annuelle de 1,3 à 1,8 million. En proportion, la croissance annuelle des emplois est très faible dans les autres régions : 2,3 millions dans l'ensemble UE/USA/Australie, 1,8 million en Chine... et une croissance zéro pour l'Europe orientale et la Russie.

Mais ces créations d'emplois ne modifieront pas l'analyse de fond faite par l'OIT en 2015 sur les conséquences de la crise de 2008 sur l'évolution globale des emplois : « Si l'on prend en compte ceux qui vont arriver sur le marché du travail ces cinq prochaines années, ce sont 280 millions d'emplois supplémentaires qu'il importe de créer d'ici à 2019 si l'on veut combler le déficit. Les jeunes, et tout particulièrement les jeunes femmes, continuent d'être touchés de manière disproportionnée par la montée du chômage. Près de 74 millions de jeunes (âgés de 15 à 24 ans) étaient à la recherche d'un emploi en 2014. Le taux de chômage des jeunes est de trois fois supérieur à celui des adultes. »

Ces dernières années, le chômage s'est résorbé dans certains pays d'Europe, les USA et le Japon, mais au prix d'un bond en avant de la précarité et des baisses de salaires. En Amérique latine et aux Caraïbes, en Chine, en Russie et dans certains pays arabes, le sous-emploi et l'emploi informel devraient rester irréductiblement élevés ces cinq prochaines années.

Salaires en berne...

La croissance des salaires au niveau mondial (2 % en 2013) a été portée par les économies

émergentes et les économies en développement, où les salaires réels sont en hausse – parfois rapide – depuis 2007. La croissance des salaires réels dans les économies émergentes du G20 a été de 5,9 % en 2013.

Si l'on exclut la Chine, on réduit presque de moitié la croissance des salaires réels mondiaux, qui passe de 2 % à 1,1 % en 2013.

Dans les économies développées, les salaires réels ont stagné en 2012 et 2013, leur croissance se situant à 0,1 % et 0,2 % respectivement. Dans certains cas – notamment l'Espagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni –, les salaires moyens réels en 2013 ont été inférieurs à leur niveau de 2007...

Globalement, dans les économies développées, la croissance des salaires réels a été distancée par celle de la productivité sur la période allant de 1999 à 2013. La part des salaires dans la valeur ajoutée baisse depuis 30 ans, selon le Rapport mondial sur les salaires 2012/13 de l'OIT. Comme le constate Michel Husson, « des preuves récentes montrent que cette tendance se poursuit depuis des décennies, contrairement aux hypothèses formulées précédemment. Dans 16 économies développées, la part moyenne du travail est tombée de 75 % du revenu national au milieu des années 1970 à 65 % dans les années qui ont précédé la crise. Même en Chine, où les salaires ont triplé au cours de la décennie écoulée, la part du revenu national qui revient aux salariés a baissé. »

Des migrations de masse

Il y avait 240 millions de migrantEs internationaux en 2014, dont 150 millions de salariéEs, plus 740 millions de migrantEs internes (dont 240 millions en Chine). Ainsi plus de 10 % de la population active des Philippines doit s'exiler pour trouver un emploi. À cela s'ajoutent 40 millions de réfugiéEs climatiques, non reconnus et dont le nombre va augmenter à 200 millions d'ici 2050.

La plupart des migrations s'effectuent entre pays de même niveau de développement : 60 % des migrantEs se déplacent entre pays développés ou entre pays en développement.



Avec près de 200 millions d'habitantEs âgés de 15 à 24 ans, l'Afrique possède la population la plus jeune du monde, et celle-ci s'accroît à vive allure. Le nombre de jeunes en Afrique aura doublé d'ici 2045. Les jeunes sont non seulement de plus en plus nombreux en Afrique, mais leur niveau d'instruction progresse également. D'après les tendances actuelles, en 2030, 59 % des 20-24 ans auront reçu un enseignement secondaire. En conséquence, de nombreux jeunes Africains se retrouvent sans emploi ou, plus fréquemment, en sous-emploi dans le secteur informel, où la productivité et la rémunération sont faibles. L'incidence de la pauvreté chez les jeunes au Nigeria, en Éthiopie, en Ouganda, en Zambie et au Burundi, dépasse les 80 %. Les taux de pauvreté les plus élevés s'observent chez les jeunes femmes et les jeunes vivant en zone rurale.

Léon Crémieux

Nouvelle organisation de la production et des échanges, fracturations du prolétariat

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le capital a transformé la société du sol au plafond, en morcelant le prolétariat, mettant à mal son identité, tendant à le fragiliser en tant que force sociale, et rendant l'organisation de celui-ci plus difficile.

Le prolétariat - la classe de celles et ceux qui vendent leur force de travail, sont dépossédés de leur travail, ont une position subalterne, sont exploités et opprimés - est aujourd'hui majoritaire au niveau de la planète. Elle représente même près de 80 % de la population en France. Mais sous quelle forme ?

Évolutions et contrastes

Depuis que le capitalisme existe, il a modifié en permanence la production, en conséquence le prolétariat. Entre celui du 19^e siècle en Grande-Bretagne, le prolétariat chinois actuel, le prolétariat en Europe capitaliste au 21^e siècle, existent de profondes différences.

Les évolutions techniques permettent une augmentation de la productivité. Tant dans l'industrie que dans le tertiaire, il faut moins de prolétaires pour produire autant.

Le développement de la circulation des marchandises facilite l'externalisation, les délocalisations. En 2015, un emploi sur cinq dans le monde contribue à la production de biens et de services transformés ou consommés dans d'autres pays. En 1995 c'était un sur six. Ainsi, 50 % des pièces installés dans une voiture (75 % en valeur) achetées à des équipementiers, sont souvent fabriquées ailleurs, en Europe ou en Asie.

Les groupes ont des tailles de plus en plus importantes, sans employer beaucoup de salariéEs en Europe. Alstom, qui fabrique plus de 70 % des trains à très grande vitesse, 25 % des métros et 33 % des tramways dans le monde, qui a un chiffre d'affaire de 6,9 milliards d'euros, emploie 31 000 personnes dans plus de 60 pays, dont 9 000 en France ! Le secteur industriel, qui a été au cours des 19^e et 20^e siècles le centre du mouvement ouvrier, est déclinant en Europe, parfois moribond (Grande-Bretagne), et les prolétaires du tertiaire deviennent majoritaires.

L'importance des unités dans lesquelles ils et elles travaillent a diminué au cours des 40 dernières années. Renault, qui a joué un rôle important dans les luttes de classe en France [3], illustre bien cette évolution. En 1950, 49 000 salariéEs, dont 40 000 à l'usine de Billancourt. En 1975, 101 000 salariéEs, dont 31 000 à Billancourt et 20 000 à Flins. Aujourd'hui, le groupe Renault regroupe 120 000 salariéEs dans plus de 125 pays, mais moins de 50 000 en France (dont 27 000 emplois industriels), aucun site n'y dépassant 4 000 salariéEs sauf le technocentre de Guyancourt (plus de 9 000). Et le groupe prend la précaution de produire certains véhicules dans plusieurs usines situées dans des pays différents.

Nouvelles formes de domination

Mais les évolutions du prolétariat ne sont pas le produit mécanique de l'évolution des processus de production : elles sont aussi dues aux choix politiques de la bourgeoisie, pour renforcer et conforter

sa domination.

Par exemple, le choix de recourir au pétrole pour supplanter le charbon, s'il a un intérêt au plan militaire, n'en a pas au plan économique. Il coûte plus cher et il a d'abord fallu massivement le subventionner [4]. Une des raisons de ce choix est la volonté de marginaliser le poids des bastions ouvriers que représentaient les mineurs, secteur massif, puissant, organisé, jouant un rôle politique central dans nombre de pays.

L'objectif des premiers néolibéraux dès les années 1930 est de créer une autre forme de domination du capital, en cherchant à « déprolétariser » ces masses déracinées par le capitalisme industriel, à morceler ces concentrations, à faire des prolétaires, non des assurés sociaux, mais des propriétaires, des épargnants, des producteurs indépendants... des individus qui intériorisent les règles de fonctionnement, la logique de l'entreprise. La contre-réforme néolibérale engagée depuis les années 1980 ne se contente pas de privatiser, de casser les différentes formes de « l'État providence », les systèmes de protection sociale, d'attaquer les salaires et les acquis du prolétariat. Plus qu'une simple restauration du capitalisme du 19^e siècle et du libéralisme traditionnel, elle réorganise l'ensemble de la société, de l'économie généralisée de marché vers une société de marché.

Le néolibéralisme ne se contente donc pas d'exploiter les salariéEs, de maximiser la productivité, avec des exigences de résultats de plus en plus élevées, il organise de manière systématique « l'homme entrepreneurial », un individu qui serait responsable et autonome tant dans sa vie « personnelle » qu'au travail, dans lequel toute sa subjectivité est impliquée dans l'activité qu'il est censé accomplir. La règle de fonctionnement de la société doit être la concurrence entre touTEs, y compris dans le travail au quotidien...

Patrick Le Moal

Mouvement ouvrier : le vieux et le neuf

La profonde réorganisation du système productif engagée au milieu des années 1970 s'est faite autour de la fragmentation des collectifs de travail, de l'individualisation du travail.

Elles ont été accompagnées du développement d'une pression idéologique au travers de la presse patronale vantant les mérites de l'entreprise et la qualité des produits et d'une évolution de la hiérarchie, passée des « officiers inférieurs » (surveillants, inspecteurs, contremaîtres) de Marx à des agents de promotion de ses valeurs, et faisant assumer l'auto-exploitation par les ouvrierEs-individus.

Cette évolution s'accompagne d'une augmentation du nombre de suicides au travail qui touche toutes les catégories, depuis les ouvriers de chaîne automobile, les salariéEs de La Poste, ceux du commerce et toutes les couches de salariéEs, accompagné d'une progression du harcèlement dans les maladies professionnelles, sans oublier, ce qui est trop souvent le cas, la répression antisyndicale.

Le vieux

S'ajoutant à sa faillite économique, le socialisme « réellement existant » a laissé un vide politique,

idéologique, dans les organisations politiques et syndicales. L'intégration explicite des partis socialistes, la social-démocratie ni socialiste ni démocrate, au fonctionnement du système capitaliste, entérine leur incapacité à paraître comme une alternative même partielle aux partis bourgeois « classiques ».

À la fin des années 1990, les luttes sociales ont croisé les mouvements sociaux : celui des femmes (notamment avec la Marche des femmes), le mouvement LGBTI et le mouvement écologique sur fond de développement du mouvement altermondialiste (Seattle, Forum social mondial...) promettant un développement des forces, des mobilisations anticapitalistes. Mais à rebours, les dernières années ont vu, au Maghreb et au Moyen-Orient, les vagues du Printemps arabe se heurter à la contre-révolution, alors qu'en Amérique latine les espoirs soulevés au Brésil, au Venezuela ou en Bolivie sont largement étouffés.

Si les mobilisations, les luttes, n'ont pas disparu, les réponses politiques sont complètement hétérogènes, de JLM2017, Bernie Sanders, M5S de Beppe Grillo, à Syriza, Podemos. Face à ces pâles ou fragiles reconstructions se développent des courants populaires, populistes, réactionnaires sur fond religieux.

Syndicalement, les Commissions ouvrières espagnoles ont rejoint l'UGT dans le soutien aux politiques d'austérité, la CGIL a capitulé devant le chantage du patronat italien, comme les syndicats de l'automobile américains lors du transfert des productions de Detroit au sud des États-Unis, avec une baisse des coûts salariaux de 50 %... Dans les pays de l'Est, la bureaucratisation se combine à la corruption, pendant qu'en Grande-Bretagne, l'affaiblissement du syndicalisme, matraqué par Thatcher, est durable. Et ailleurs, comme en France, le « dialogue social » apparaît, avec son appareil technocratique, comme la béquille indispensable à des organisations syndicales en perte de vitesse.

Dans les pays les plus concernés par les dérèglements dus au réchauffement climatique, comme le Pakistan ou le Bangladesh, les mouvements syndicaux, principalement paysans, sont tenus d'intégrer cette dimension dans leur action au côté des organisations membres de Via Campesina. Des mouvements qui pourraient jouer dans les années qui viennent un rôle moteur pour une remise en cause globale du système, comme l'a montré la mobilisation à l'occasion de la COP21.

Du neuf ?

Dans cette situation de repli, de combats défensifs, le mouvement ouvrier politique perd constamment des forces au fur et à mesure de ses capitulations. Les deux pieds plantés dans les résistances quotidiennes, le mouvement syndical se maintient malgré des reculs sensibles et, face à la mondialisation de l'économie, tente de s'organiser à cette échelle. Ainsi la Confédération syndicale internationale (CSI) née en 2006 revendique 176 millions de syndiqués, 301 organisations dans 151 pays, avec le soutien aux nouveaux syndicats indépendants et secrétariats professionnels internationaux (ITF, UNI, IE) souvent plus dynamiques. La radicalité post-stalinienne de la Fédération syndicale mondiale (FSM) lui permet de capter des syndicats radicaux (LAB Pays Basque, RMT britannique, USB italien, partie de la COSATU d'Afrique du Sud). À noter aussi les progrès du « Réseau syndical alternatif » structuré autour de Conlutas-Brasil, Solidaires-France, CGT espagnole, NUMSA...

Au moment où les grandes concentrations ouvrières se battent dos au mur, des mobilisations se développent régulièrement dans des secteurs plus périphériques, moins syndicalement organisés. Ce sont les multiples luttes en France dans les secteurs du nettoyage, des personnels des hôtels, souvent soutenues par des unions locales, hors des structures de métiers du commerce, avec un collectif intersyndical comme le CLIC-P.

En Grande-Bretagne, la multiplication des grèves sauvages, dans le secteur informel, remet en cause les conceptions traditionnelles du syndicalisme : coursiers, livreurs, appartenant à l'Independent Workers of Great Britain (IWGB), agents d'entretien londoniens organisés au sein du syndicat United Voices of the World (UVW), les agents de sécurité précaires et les agents d'entretien de l'entreprise Sotheby's [5] ont par leurs luttes obtenu augmentations de salaire et améliorations des conditions de travail.

De même aux États-Unis, les manifestations nationales en 2012, au sein du groupe de distribution Walmart sous l'impulsion de l'association Our Walmart (OWM), dans la restauration rapide chez McDonald's, Burger King et KFC (Fast Food Forward, Fight For \$15, Show Me \$15) montrent la possibilité d'expérimenter des formes nouvelles de syndicalisme minoritaire pour atteindre des employéEs particulièrement difficiles d'accès. Depuis le milieu des années 2000, la remise en question du monopole de la plus grande fédération syndicale américaine, l'American Federation of Labor & Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO), par Change to Win (CTW), une coalition emmenée par la Service Employees International Union (SEIU), l'UFCW et les Teamsters (syndicat de chauffeurs routiers), a modifié le paysage syndical, entre un syndicalisme traditionnel sur le déclin et un syndicalisme de contestation sociale visant les inorganisés [6].

La question clé dans les années à venir, ce sera non seulement celle de niveaux d'organisation à la hauteur des attaques subies, mais aussi celle de la capacité politique de construire, en lien avec les mobilisations sociales, un mouvement politique d'émancipation capable de se heurter frontalement au capitalisme.

Robert Pelletier



P.-S.

* Hebdo L'Anticapitaliste - 354 (13/10/2016) :

<https://npa2009.org/arguments/pour-un-etat-des-lieux-de-la-classe-ouvriere>

Notes

[1] Lénine, La grande initiative, 1919.

[2] Karl Marx, Misère de la philosophie, 1847.

[3] Accord d'entreprise de 1955 instituant la troisième semaine de congés payés, puis celui de 1962 instituant la quatrième.

[4] L'événement anthropocène, Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz, page 139.

[5] Voir sur ESSF (article 39332), [Organiser les inorganisables, une mission impossible ? Un contre-exemple outre-Manche](#).

[6] « Mobiliser les employés de Walmart malgré les discours et pratiques du géant de la distribution : UFCW et Our Walmart face à 50 ans d'antisyndicalisme »
<https://www.cairn.info/revue-de-l-ires-2016-1-page-129.htm>